

Termes de référence

Collecte de données à mi-parcours (CDM) pour le programme-cadre 2023 - 2026 de horizont3000

en Afrique de l'Est (lot 1) et au Sénégal (lot 2)

Table des matières

Sigles et acronymes	3
1. Contexte et antécédents.....	4
1.1 horizon3000	4
1.2 Programme-cadre 2023-2026	4
1.2.1 Programme d'intervention : P-23-300 :	6
1.2.2 Programme d'intervention : P-23-900 :	7
2. Objectifs de la collecte de données du mi-parcours (CDM)	10
2.1 Objectifs de l'étude	10
2.2 Bénéficiaires finaux et utilisateurs des résultats de la collecte des données à mi-parcours 10	
3. Champ d'application	11
3.1 Champ d'application temporel	11
3.2 Champ d'application géographique	11
3.3 Champ d'application thématique	11
4. Conception et approche	11
4.1 Aperçu des exigences du programme en matière de suivi	11
4.2 Approche de la collecte de données et de l'échantillonnage	12
4.3 Méthodes et instruments de collecte des données	13
4.4 Travail sur le terrain	13
4.5 Agrégation et analyse des données	15
4.6 Outils de collecte de données et formation	15
4.7 Principe de non-préjudice et sensibilité au genre	16
5. Plan de travail / Phases clés du CDM	17
6. Produits à livrer	18
6.1 Rapport de démarrage	18
6.2 Projet de rapport	19
6.3 Rapport final	19
7. Estimation des jours de travail et des budgets de voyage	20
7.1 Experts internationaux et locaux	21
7.2 Les enquêteurs	23
7.3 Frais de déplacement pour la collecte de données	23
8. Qualifications des consultants	24
9. Exigences pour l'offre	24
10. Références pertinentes	25

Sigles et acronymes

ADA	Agence autrichienne de développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
BSIN	Bruder und Schwester in Not
BRAO	Bureau Régional de l'Afrique de L'est
CAD	Coopération autrichienne au développement
CAD - OCDE	Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CV	Curriculum Vitae
DKA	Dreikönigsaktion
EC	Equipe de Consultants
GAP	Plan d'action pour l'Egalité des Sexes
h3	horizont3000
KFB	Katholische Frauenbewegung
LED	Liechtensteinischer Entwicklungsdienst
MAF	Mesures de l'Autonomisation des Femmes
MED	Moyen d'Existence Durable
MDC	Midterm Data Collection
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OM	Organisation Membre
OP	Organisation Partenaire
OSC	Organisation de la Société Civile
S&E	Suivi et Evaluation
RD	Rapport de démarrage
RF	Rapport Final
ROEA	Regional Office East Africa
SC-DH	Société Civile - Droits de l'Homme
TdR	Termes de Reference
VBG	Violence Basée sur le Genre
WHG	Welthaus Graz

1. Contexte et antécédents

1.1 horizon3000

horizont3000 est une ONG autrichienne qui compte 11 organisations catholiques membres. horizon3000 est principalement financée par le gouvernement autrichien (Coopération autrichienne au développement / ADC), l'Union européenne, les contributions de ses organisations membres et d'autres donateurs publics et privés.

horizont3000 s'est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes et de projets et dans le déploiement de personnel d'assistance technique. horizon3000 travaille en étroite collaboration avec les organisations partenaires locales, les donateurs et d'autres parties prenantes telles que les OSC internationales et les instituts de recherche afin d'atteindre des objectifs communs en matière de développement durable. Grâce à sa présence dans les bureaux régionaux et nationaux, horizon3000 coopère et s'engage à travers un dialogue ouvert et constructif avec les organisations partenaires locales et les bénéficiaires, garantissant une approche participative et assurant la pertinence et la durabilité. horizon3000 vise à cibler les groupes de population les plus vulnérables, tels que les petits exploitants, les femmes marginalisées, les enfants et les jeunes, les groupes de défense des droits de l'homme ainsi que les populations indigènes. En 2023, horizon3000 a réalisé environ 150 projets dans 16 pays avec un budget annuel d'environ 12 millions d'euros. Actuellement, 27 personnes travaillent au bureau d'horizont3000 à Vienne et quelque 70 experts travaillent dans les bureaux régionaux et nationaux ou sont déployés en tant que conseillers/ères techniques dans les organisations partenaires.

L'égalité de genre et la protection de l'environnement sont des thèmes transversaux de l'organisation. L'approche méthodologique est fortement basée sur l'autonomisation des organisations partenaires et des bénéficiaires et sur la gestion des connaissances.

1.2 Programme-cadre 2023-2026

horizont3000 met actuellement en œuvre son programme-cadre quadriennal (2023-2026) financé par l'Agence autrichienne de développement (ADA) et les organisations membres. Ce programme couvre des interventions dans quatre régions et pays : Afrique de l'Est, Amérique centrale, Sénégal et Mozambique. Le programme de gestion des connaissances KNOW-HOW3000, en tant qu'intervention globale du programme, fournit l'espace et les ressources nécessaires aux activités de partage et d'apprentissage entre les organisations partenaires au sein et au-delà du programme-cadre, en mettant l'accent sur l'apprentissage et le partage pour l'égalité de genre.

Le programme-cadre 2023 - 2026, intitulé Égalité de genre pour un Développement durable, est doté d'un marqueur de genre II selon les critères du CAD de l'OCDE - son principal axe thématique est la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles. Un autre axe important est l'action pour le climat.

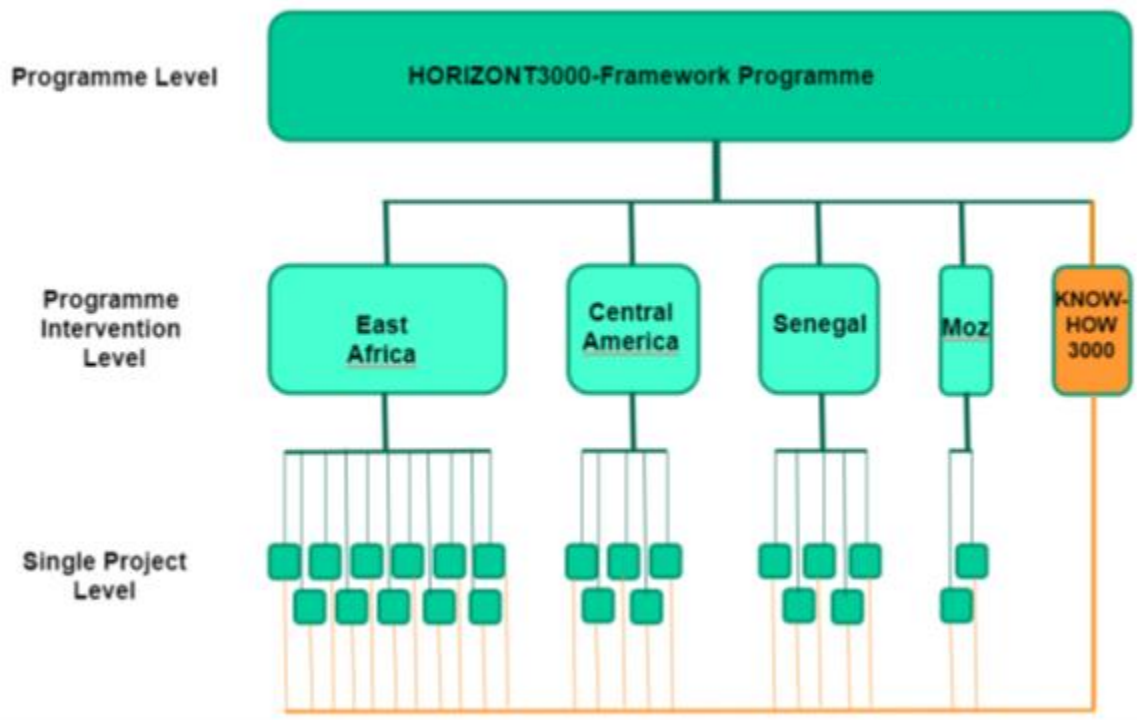


Image : Visualisation graphique du programme-cadre 2023-2026 (note : le nombre de projets n'est pas représentatif)

Aux fins du présent appel d'offres, seules les interventions du programme en Afrique de l'Est (P-23-300) et au Sénégal (P-23-900) sont pertinentes et sont décrites plus en détail ci-dessous :

1.2.1 Programme d'intervention : P-23-300 :

Égalité de genre pour un développement durable en Afrique de l'Est

Résultat :

Faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes dans les secteurs des moyens de subsistance durables et des droits de l'homme et de la société civile en Éthiopie, au Kenya, au Sud-Soudan, en Tanzanie et en Ouganda. Le programme contribue aux objectifs de développement durable 2, 5, 6 et 7, ainsi qu'aux objectifs du plan d'action de l'UE pour l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP) III.

Sorties/ Extrants :

- OP1. Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans cinq pays d'Afrique de l'Est en soutenant des projets spécifiques en matière d'égalité des sexes et des actions de transformation.
- OP2. Amélioration des droits de l'homme, des moyens de subsistance et de la résilience climatique des populations marginalisées dans 5 pays d'Afrique de l'Est, avec intégration des questions de genre.
- OP3. Renforcement systématique de l'apprentissage organisationnel et du partage sur l'intégration de la dimension de genre et l'égalité entre les hommes et les femmes avec des organisations partenaires dans cinq pays d'Afrique de l'Est.

Les résultats contribuent aux objectifs de développement durable et au plan d'action de l'UE en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (GAP) III, comme indiqué ci-dessus dans la rubrique "Résultat".

Groupe(s) cible(s) :

Les bénéficiaires sont des personnes allant des petits exploitants agricoles, des jeunes, des activités communautaires, du personnel des organisations partenaires et des parties prenantes aux groupes vulnérables tels que les personnes handicapées et les groupes ethniques marginalisés, tandis que l'accent est mis sur les femmes.

Sur une période de 4 ans, le projet engagera

136 091 bénéficiaires directs (71 606 femmes / 64 485 hommes) tandis que le nombre de bénéficiaires indirects est de 1 035 916 (543 033 femmes et 492 883 hommes).

Activités :**OP1 :**

- Formation des femmes à la participation publique et aux compétences de leadership
- Sensibilisation, engagement des groupes et des communautés sur l'égalité des sexes, la répartition des tâches ménagères
- Formation sur les compétences en matière d'entreprise et d'esprit d'entreprise, éducation financière
- Soutenir les groupes de femmes pour mettre en place des AGR durables

OP2 :

- Sensibilisation par le biais de campagnes de sensibilisation au niveau national sur l'accès à la justice
- Formation d'auxiliaires juridiques et d'observateurs des droits fonciers (principalement en Tanzanie) ;
- Création de cliniques juridiques pour les victimes de violations des droits de l'homme, en particulier de la violence liée au sexe
- Promotion des pratiques agro-écologiques, de l'élevage de petits animaux, des mesures de conservation des sols, des cultures résistantes au climat et des solutions énergétiques vertes (principalement en Éthiopie et en Ouganda).

- Approvisionnement en eau par l'amélioration, l'établissement, la construction et l'entretien de points d'eau et de puits (principalement au Kenya)

OP3 :

- Développer un concept d'apprentissage et de partage sensible au genre
- Mise en œuvre du plan de travail pour l'apprentissage et le partage en matière de genre
- Knowlympics avec un accent sur l'égalité des sexes et l'intégration de la dimension de genre ;
- Mise en œuvre du plan de travail pour l'apprentissage et le partage sur d'autres sujets pertinents intégrant l'égalité entre les hommes et les femmes et l'environnement/le changement climatique

Contexte : Le présent programme s'appuie sur les fondements du précédent programme-cadre 2019-2022. Les cinq pays partenaires et les deux secteurs (RD-NRM et HR-CS) restent les mêmes, tandis que l'égalité des sexes et la résilience climatique sont les principes primordiaux.

1.2.2 Programme d'intervention : P-23-900 :

Égalité de genre pour un Développement durable au Sénégal

Résultats

Les ménages ruraux de Thiès, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Kolda et Ziguinchor ont amélioré durablement leur situation nutritionnelle et leurs habitudes alimentaires, en tenant compte d'une approche d'égalité de genre, d'ici 2026.

Le programme contribue aux ODD suivants : **ODD 2 - Faim zéro** avec les sous-objectifs 2.2./2.3./2.4, **ODD 5 - Égalité des sexes** avec les sous-objectifs 5.1./5.4./5.5, **ODD 6 - Eau propre et assainissement** avec le sous-objectif 6.4, **ODD 7 - Énergie abordable et propre** avec les sous-objectifs 7.2./7.3, **ODD 13 - Action climatique** avec les sous-objectifs 13.1./13.3. / 7.3, l'**ODD 13 - Action pour le climat** avec les sous-objectifs 13.1./13.3, l'**ODD 15 - Vie sur terre** avec les sous-objectifs 15.2./15.3./15.5 et l'**ODD 17 - Partenariats pour les objectifs** avec les sous-objectifs 17.9./17.16 et les cibles suivantes du **GAP III** :

3.3 Accès accru des femmes, dans toute leur diversité, aux services et produits financiers et aux ressources productives / 3.10. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, ont de meilleurs niveaux de nutrition / 4.1. Des conditions favorables sont créées pour une participation égale des femmes, des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité, à la prise de décision / 4.4. Des normes sociales, des attitudes et des comportements équitables favorisant une participation et un leadership égaux sont encouragés aux niveaux communautaire et individuel - par le biais de l'éducation civique, des médias, de l'éducation et de la culture à tous les niveaux / 6.1. Participation accrue des femmes et des filles dans toute leur diversité aux processus de prise de décision sur les questions liées à l'environnement et au changement climatique / 6.2. Les stratégies et les accords sur l'atténuation du changement climatique, l'adaptation, la réduction des risques de catastrophe et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité tiennent davantage compte de la dimension de genre, aux niveaux local, national, régional et international / 6.4. Les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, participent de plus en plus et ont un meilleur accès aux emplois, aux possibilités d'entrepreneuriat et aux moyens de subsistance alternatifs dans l'économie verte et l'économie circulaire.

Résultats attendus

- R1 Les ménages ont augmenté les productions agricoles de façon équitable et durable (contributing to SDG Targets 2.3., 2.4., 5.5., 5a and GAP III Specific Objectives 3.3.)
- R2 Les revenus des ménages sont améliorés et gérés de façon durable et équitable (contributing to SDG Targets 2.3., 5.5. and GAP III Specific Objectives 4.1.)
- R3 Les pratiques alimentaires et nutritionnelles des ménages sont améliorées de façon durable et équitable (contributing to SDG Targets 2.2., 5.4. and GAP III Specific Objectives 3.10.)
- R4 Les ressources naturelles des territoires sont gérées de façon concertée et équitable face à la dégradation de l'environnement au Changement Climatique (contributing to SDG Targets 5.5., 7.2., 7.3., 13.1., 13.3., 15.1., 15.2., 15.3., 15.5. and GAP III Specific Objectives 6.1., 6.4.) "
- R5 L'apprentissage organisationnel & le partage des connaissances dans les domaines de l'égalité de genre, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du changement climatique, de l'agroécologie, etc. sont renforcés au sein des organisations partenaires du programme (contributing to SDG Targets 5.1., 5.5., 13.3., 17.9., 17.16. and GAP III Specific Objectives 4.4.)
- R6 Les collectivités territoriales prennent en compte les questions de genre, de changement climatique et de nutrition dans la gouvernance locale (contributing to SDG Targets 2.2., 5.1., 5.5., 13.3., 15.2., 15.3. and GAP III Specific Objectives 6.2.)

Groupes cibles

Les bénéficiaires directs du programme sont des personnes issues de ménages ruraux, d'associations, d'organisations paysannes d'agriculteurs et de producteurs, de groupes de producteurs de légumes, d'exploitations familiales, d'institutions et d'organisations de la société civile, ainsi que des propriétaires de petites entreprises rurales, des femmes, des jeunes et des représentants des autorités et des communautés locales. Le nombre total de **bénéficiaires directs est de 62 696 personnes** (40 908 femmes et 21 788 hommes). Le nombre total de **bénéficiaires indirects est de 780 330 personnes** (404 904 femmes et 375 426 hommes).

Outre les bénéficiaires directs des organisations partenaires, les membres du personnel des organisations partenaires sont également des bénéficiaires directs en termes de gestion des connaissances, d'échanges, de formations, d'apprentissage organisationnel, etc. Ce nombre de bénéficiaires est de 41 personnes (12 femmes et 29 hommes).

Principales activités

- Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs et promouvoir les pratiques agricoles agro-écologiques,
- Renforcer les capacités techniques, organisationnelles et de gestion des acteurs locaux,
- Construire des chaînes de valeur et promouvoir l'esprit d'entreprise en milieu rural,
- Faciliter l'accès aux intrants agricoles, en particulier pour les femmes et les jeunes.
- Promouvoir des stratégies d'adaptation aux effets du changement climatique et des mesures innovantes en matière de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement,
- Promouvoir des pratiques alimentaires et nutritionnelles saines,
- Renforcer la participation et l'autonomisation des femmes,
- Former les femmes dirigeantes au développement organisationnel, au marketing, au plaidoyer, au lobbying et à la mise en réseau, à la gestion administrative et financière, etc.
- Renforcer les capacités des organisations partenaires et des organisations de base de la société civile par des formations, des visites d'échange et la diffusion de bonnes pratiques, notamment avec le soutien de l'organisation "phare" ALPHADEV et d'un point focal pour l'égalité des sexes au niveau du programme.

- Les organisations partenaires développent des objectifs individuels et des plans d'action pour l'apprentissage organisationnel sur le genre et l'environnement/le changement climatique.
- Formation et sensibilisation des autorités locales et régionales sur le genre, la nutrition et le changement climatique

Contexte

La sécurité alimentaire et la promotion d'une agriculture résiliente et durable dans le **contexte du changement climatique** restent des priorités pour le Sénégal tout en présentant de multiples défis. Malgré les différentes politiques et stratégies agricoles nationales mises en œuvre au cours des dernières décennies, les moyens de subsistance des populations rurales ne sont toujours pas assurés. Dans les zones rurales où le programme HORIZONT3000 opère, l'insécurité alimentaire est encore une réalité pour une grande partie de la population.

En moyenne, la **production agricole annuelle** des ménages dans les zones rurales **ne permet de vivre que pendant 6 à 7 mois**. Plus de 46,6 % de la population rurale ont de mauvaises récoltes, tandis que 45,4 % souffrent d'un revenu insuffisant. Dans le contexte des conséquences de la pandémie du COVID-19 (forte hausse des prix), qui a exacerbé l'insécurité alimentaire des communautés rurales au Sénégal, une étude réalisée en 2020 par People and Data pour le compte de la FAO informe que "près de 23% des ménages sénégalais ont perdu au moins un repas par jour, passant de trois à deux repas, ou parfois de deux à un repas par jour en milieu rural". L'impact du COVID-19 a été encore plus prononcé au niveau de la qualité des repas : "45% des ménages ont une alimentation moins riche et moins variée en raison de la réduction de la consommation de viande, de poisson, de légumes, de fruits et de produits laitiers". Cette situation est aggravée par les conséquences sur la santé des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes. Outre le COVID-19, les **effets du changement climatique** (augmentation de la température, faible pluviométrie, modification et augmentation des épisodes de fortes pluies, élévation du niveau de la mer, etc.) et le manque de capacité des petits agriculteurs à s'y adapter sont également à l'origine de cette situation précaire. De plus, dans la zone d'intervention du programme, non seulement la disponibilité des aliments au niveau des ménages est faible, mais **la valorisation et l'utilisation des produits disponibles par les ménages sont insuffisantes**. Cela s'explique par de mauvaises habitudes et sensibilisations nutritionnelles, une mauvaise gestion/conservation des récoltes et des stocks (insuffisance de moyens de stockage), une faible utilisation des produits locaux, une mauvaise qualité des produits, etc.

Bien que le gouvernement ait fait des efforts pour renforcer et promouvoir l'égalité entre les sexes, grâce à plusieurs changements juridiques et institutionnels spécifiques, le Sénégal reste **une société patriarcale** avec des pratiques, des attitudes et des croyances traditionnelles qui **renforcent l'inégalité des rôles entre les hommes et les femmes**, et qui contribuent toujours à affecter négativement la participation des femmes au développement. Selon le profil de genre Sénégal 2021 de l'Union européenne, la capacité des femmes à accéder aux ressources productives au Sénégal est particulièrement désavantageuse par rapport aux hommes, surtout dans les zones rurales.

2. Objectifs de la collecte de données du mi-parcours (CDM)

Afin de jeter les bases d'un suivi, d'une évaluation et d'un rapport axés sur les résultats, des études de référence et des analyses de genre ont été réalisées en 2023 pour tous les projets du programme-cadre 2023-2026. Dans le programme d'intervention en Amérique centrale, l'étude de base a été réalisée par une société de conseil externe au cours de la première année du programme, et une boîte à outils pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports a même été élaborée. En Afrique de l'Est et au Sénégal, en revanche, les études ont été commandées de manière décentralisée, ce qui a entraîné une grande variabilité des résultats et de la qualité des données.

Cette CDM vise à valider et, dans certains cas, à établir des lignes médianes comparables pour tous les projets dans le cadre des interventions des programmes du Sénégal et de l'Afrique de l'Est, et à élaborer des outils pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports pour les projets dans le cadre des interventions des programmes de l'Afrique de l'Est et du Sénégal.

2.1 Objectifs de l'étude

- Collecte de données sur l'état actuel des indicateurs des projets et du programme (pour la fin de 2024), ventilées par sexe et par âge (le cas échéant).
- Élaboration d'instruments de collecte de données conviviaux et sensibles au genre pour un suivi ultérieur par les bureaux régionaux et nationaux horizon3000 (niveau d'intervention du programme), ainsi que par l'organisation partenaire (niveau du projet unique), spécifiquement adaptés aux exigences des indicateurs de genre.
- Élaboration d'un outil convivial pour agréger les données collectées (projets) au niveau de l'intervention du programme.
- Identification de la population cible par indicateur et recommandations sur la révision des objectifs du projet et du programme.
- Formation et soutien du personnel clé de horizon3 et des organisations partenaires sur les instruments de collecte de données

2.2 Bénéficiaires finaux et utilisateurs des résultats de la collecte des données à mi-parcours

- Personnel clé des organisations partenaires en tant que responsable de la gestion du cycle de projet et du suivi et de l'évaluation au sein des différents projets
- L'équipe de horizon3000 en tant que responsable de la gestion du cycle de projet au sein du programme-cadre
- Les bailleurs de fonds et les organisations membres de h3, en particulier ADA, DKA, KFB, BSIN-Innsbruck, WHG et LED en tant que destinataires des produits de suivi, de rapportage et d'évaluation du programme-cadre.

3. Champ d'application

3.1 Champ d'application temporel

Le CDM englobera les première et deuxième années de mise en œuvre du programme-cadre de l'ADA : janvier 2023-décembre 2024.

3.2 Champ d'application géographique

Géographiquement, la CDM couvrira 26 projets dans cinq pays (4 en Éthiopie, 6 en Ouganda, 8 en Tanzanie, 2 au Kenya, 6 au Sénégal).

L'appel d'offres est divisé en deux lots. Le lot 1 couvre les 20 projets en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya. Le lot 2 couvre les 6 projets au Sénégal.

Les contracteurs peuvent soumissionner soit pour un seul des deux lots, soit pour les deux lots à la fois.

La langue de travail pour le lot 1 est l'anglais. La langue de travail pour le lot 2 est le français et l'anglais.

3.3 Champ d'application thématique

Une présélection des indicateurs clés du projet et du programme à collecter au cours de l'étude sera fournie à l'équipe de consultants par horizon3000. Comme il s'agit d'un programme GEM II, une attention particulière sera accordée aux indicateurs clés relatifs au genre et à la transformation du genre.

4. Conception et approche

4.1 Aperçu des exigences du programme en matière de suivi

horizon3000 et ses organisations partenaires travaillent avec des cadres logiques (logframes) à trois niveaux différents. Il existe un cadre logique pour l'ensemble du programme-cadre, un pour chacune des trois interventions constitutives du programme (Amérique centrale, Afrique de l'Est et Sénégal) et un pour chaque projet au niveau des organisations partenaires.

Tous les projets contribuent à certains indicateurs au niveau du programme, mais aucun projet ne contribue à tous les indicateurs au niveau du programme. Les cadres logiques au niveau des projets précisent à quels indicateurs du programme un projet est censé contribuer, mais ils englobent généralement des indicateurs supplémentaires, spécifiques au projet, qui ne sont pas suivis au niveau du programme. Ces indicateurs spécifiques aux projets ne font pas partie de la CDM.

L'objectif de la CDM est de fournir des données primaires pour 12 indicateurs (un indicateur de résultat et onze indicateurs de produit) au niveau du programme-cadre et un indicateur de résultat supplémentaire au niveau de l'intervention du programme P-23-900 (12 indicateurs dans le lot 1 et 11 indicateurs dans le lot 2, 13 indicateurs pour les lots 1 et 2). Chaque projet contribue entre quatre à dix (six en moyenne) de ces indicateurs au niveau du programme.

Presque tous les indicateurs sélectionnés pour la CDM doivent être collectés au niveau des bénéficiaires. En outre, la plupart des indicateurs sont des indicateurs composites. Ils doivent être décomposés en plusieurs éléments pouvant faire l'objet d'une enquête.

Par exemple, un indicateur est le "pourcentage de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant des attitudes favorables à l'égalité de genre". Il est donc demandé au contractant d'élaborer un certain nombre d'éléments d'enquête pour rendre l'indicateur opérationnel de manière à ce qu'il soit comparable entre les projets et les régions.

En outre, la plupart des indicateurs prennent la forme d'un dénombrement. Par exemple, un indicateur est libellé comme suit : "nombre de femmes ayant augmenté leurs revenus d'au moins 10 % grâce à l'appui fournie". Dans ces cas, la CDM doit fournir soit le nombre exact, soit une estimation méthodologiquement valable de tous les bénéficiaires qui remplissent le critère en question au moment de la collecte des données.

Les cadres logiques à tous les niveaux ainsi qu'un tableau détaillant les indicateurs à mesurer pour chaque projet seront fournis au contractant au début de la phase de démarrage.

4.2 Approche de la collecte de données et de l'échantillonnage

Le contractant est chargé de fournir des données de haute qualité pour tous les indicateurs sélectionnés pour la CDM. Bien que les organisations partenaires communiquent régulièrement des données sur tous les indicateurs pertinents, les rapports de base soumis en 2023 ont soulevé de sérieuses questions quant à la qualité et à la validité des données.

Même si le contractant peut, après un examen minutieux, s'appuyer sur les données existantes fournies par les organisations partenaires pour certains projets, il ne faut pas s'attendre à ce que ce soit le cas dans la plupart des cas. Le contractant doit donc prévoir de se rendre sur les sites des projets de toutes les organisations partenaires afin de collecter des données primaires au niveau des bénéficiaires, au moins pour certains indicateurs de chaque projet de la liste.

Afin de préciser dans quelle mesure le contractant peut s'appuyer sur des données existantes, un appel initial à distance avec chaque organisation partenaire sera programmé au début de la phase initiale. Au cours de cet appel, le contractant doit vérifier la population cible prévue et les objectifs pour chaque indicateur pertinent, tels qu'ils sont prévus par l'organisation partenaire.

Le bureau régional d'horizon3000 pour l'Afrique de l'Est (ROEA) et le bureau national pour le Sénégal soutiendront le contractant dans l'organisation de ces appels de démarrage à distance et dans la planification logistique de la collecte de données.

Sur la base de ces informations, le contractant devra décider pour chaque projet (et indicateur) s'il est possible de réaliser une enquête complète auprès de la population des participants au

projet ou si une stratégie d'échantillonnage est nécessaire. Dans ce dernier cas, une stratégie d'échantillonnage doit être élaborée et présentée dans le rapport initial.

4.3 Méthodes et instruments de collecte des données

Compte tenu des indicateurs inclus dans la CDM, les données primaires requises sont principalement de nature quantitative (effectifs, pourcentages ou, dans certains cas, revenus déclarés par les intéressés ou superficie cultivée). Certaines données peuvent être collectées de manière qualitative (par exemple, des questions à réponse ouverte) mais doivent être quantifiées par la suite afin de répondre aux exigences de suivi. En outre, certains indicateurs composites nécessiteront un élément quantitatif ainsi qu'un élément qualitatif, par exemple pour évaluer le niveau de prise en compte de l'expertise, des intérêts ou des besoins des femmes dans la réalisation des objectifs de l'indicateur.

Le contractant doit élaborer un questionnaire principal qui traduit tous les indicateurs inclus dans la CDM en éléments d'enquête adéquats. Le questionnaire doit ensuite être adapté aux spécificités de chaque projet en étroite collaboration avec horizont3000 et ses organisations partenaires.

Le questionnaire doit être mis en œuvre via KoboToolbox, car c'est l'outil utilisé par horizont3000 et la majorité de ses organisations partenaires. Cela permettra aux organisations partenaires d'adapter le questionnaire et de l'utiliser pour le suivi des indicateurs à l'avenir.

4.4 Travail sur le terrain

Alternative A : Tous les travaux sur le terrain sont effectués par du personnel engagé par le contractant

Lot 1 : CDM en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie

Le contractant est chargé d'effectuer la collecte de données simultanément en Éthiopie, en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya. Par conséquent, l'offre doit inclure des budgets pour quatre équipes distinctes d'enquêteurs, une pour chaque pays. Les budgets doivent couvrir les tarifs journaliers, les repas, l'hébergement et le transport. Le tableau suivant donne une vue d'ensemble des organisations partenaires et de leurs sites de projet, afin de servir de base au calcul du budget.

pays	organisation partenaire	localisation des sites des projets
Éthiopie	HEfDA	Sites du projet dans le district de Munesa, zone d'Arsi, région d'Oromia
	ECC-SDCO Hosanna	District de Lemo, zone de Hadiya, région d'Éthiopie centrale
	SCORE	District de Hammer, zone d'Omo Sud, région d'Éthiopie du Sud
	Action européenne	Adami Tulu Jido District de Kombolcha, Vallée du Rift, Zone de Shewa-Est, région d'Oromia
Ouganda	AFIRD	Sites du projet à Mpigi

	YARD	Sites du projet à Buikwe, Buvuma et Kayunga
	Caritas Mityana	Sites du projet dans le district de Kasanda (sous-comtés de Kalwana, Kassanda et Bukuya)
	UWONET	Sites du projet dans la zone métropolitaine de Kampala, à Lamwo et à Nwoya
	Caritas Masaka (MADDO)	Bureau à Kampala, Sites du projet à Rakai et Kyotera, à moins de 65 km de Masaka
	Caritas Tororo	Bureau à Tororo, sites de projets dans 4 districts (Tororo, Namisindwa, Mandwa à Busia)
Kenya	Diocèse de Lodwar (DOL)	bureau à Lodwar, sites de projets dans sept paroisses du comté de Turkana
	PACIDA	à Marsabit, les sites des projets dans la circonscription de Turbi, North Horr
Tanzanie	ADP Mbozi	sites du projet dans le district de Songwe, région de Songwe
	CHEMA	sites du projet à Karagwe et Kyerwa
	HAKIARDHI	les sites du projet dans le district de Kileto, région de Manyara, et dans le district de Kilosa, région de Morogoro
	MHOLA - Bukoba	sites du projet dans le district de Muleba
	OWSL - ERI	sites de projets dans les districts de Bunda et de Serengeti, région de Mara
	Rulenge Dioc. HLDD	sites de projets dans le district de Biharamulo
	FIDE	sites du projet dans le district de Babati, région de Manyara
	WODSTA	les sites du projet dans le district d'Arumeru, dans la région d'Arusha, et dans le district de Babati, dans la région de Manyara

Lot 2 : CDM au Sénégal

Les budgets doivent couvrir les frais journaliers, les repas, l'hébergement et le transport. Le tableau suivant donne un aperçu des organisations partenaires et de leurs sites de projet, qui servira de base au calcul du budget.

Sénégal	SYMBIOSE	des sites de projet dans six communes (Darou Salam, Dabaly, Paoskoto, Ndramé Escalé, Wack Ngouna, Keur Mandongo) dans la département de Nioro du Rip
	CARITAS Kaolack	sites du projet dans sept communes (Toubacouta, Nioro Alassane Tall, Keur Saloum Diané, Keur Samba Guèye, Karang, Djilor et Diossong) dans la zone du Sokone
	ALPHADEV	<i>pas de site de projet séparé, travaille avec les bénéficiaires des autres organisations partenaires</i>
	CAREM	sites du projet dans trois communes (Djilass, Loul Séssene, et Fimela)
	ENDA Sante	sites du projet dans les quatre communes (Diass, Sindia, Popenguine et Joal)

	OFAD	des sites de projets dans sept communes (Bagadadji, Bignarabé, Dialambéré, Mampatim, Médina Chérif, Koulinto, Saré Bidji) dans la région de Kolda
	CARITAS Ziguinchor	des sites de projets dans deux communes de la région de Ziguinchor (Nyassia, Boutouba Camaracounda)

Alternative B : travail sur le terrain (en partie) effectué par le personnel des organisations partenaires

Au lieu que les équipes d'enquêteurs soient recrutées indépendamment par le contractant, la collecte des données sur le terrain peut être effectuée par le personnel des bureaux régionaux et nationaux d'horizont3000 et des organisations partenaires. Cela présenterait plusieurs avantages. Tout d'abord, elle renforcerait les capacités de suivi et d'évaluation du personnel clé dans les pays partenaires, ce qui est un objectif central du CDM. Deuxièmement, cela encouragerait l'apprentissage par les pairs entre le personnel des différentes organisations partenaires. Troisièmement, il permettrait d'économiser les efforts nécessaires pour trouver des enquêteurs qualifiés remplissant les conditions linguistiques requises. Pour ces raisons, horizont3000 préfère l'alternative B.

Cependant, horizont3000 et le contractant discuteront de la faisabilité de cette alternative après l'attribution du contrat. Une évaluation honnête des alternatives A et B (ou une combinaison des deux) et une décision sur la meilleure façon de garantir des données valides et de haute qualité, en tenant compte du temps et des ressources disponibles, seront donc prises conjointement par horizont3000 et le contractant au cours de la phase de démarrage.

4.5 Agrégation et analyse des données

Les données collectées doivent être agrégées et analysées à la fois au niveau des organisations partenaires individuelles et au niveau de l'intervention du programme. À chaque niveau, des valeurs agrégées et des statistiques descriptives doivent être fournies pour tous les indicateurs inclus dans la CDM. Lorsque ces valeurs sont calculées à partir d'un échantillon, des mesures appropriées pour évaluer la qualité des paramètres estimés doivent être incluses.

Les données agrégées doivent être insérées dans les cadres logiques d'intervention des projets et du programme, dont les modèles seront fournis par horizont3000 au cours de la phase de démarrage.

En outre, le contractant doit formuler des recommandations pour la révision des objectifs au niveau du projet et du programme sur la base des données collectées.

4.6 Outils de collecte de données et formation

Les outils et méthodes de collecte de données utilisés pour la CDM ainsi que les données brutes (anonymes) sont un résultat important de la mission car ils seront utilisés par les organisations partenaires et horizont3000 pour le suivi futur. Le contractant doit donc fournir les questionnaires tels que définis dans KoBoToolbox ainsi que les données brutes à horizont3000 en tant que documentation supplémentaire au projet de rapport.

Après avoir achevé le rapport final, le contractant formera le personnel de suivi et d'évaluation de toutes les organisations partenaires à l'utilisation du questionnaire et au calcul des valeurs des indicateurs lors des prochaines étapes de suivi.

4.7 Principe de non-préjudice et sensibilité au genre

La CDM couvre un large éventail de communautés bénéficiaires, dont certaines sont désavantagées de multiples façons. Le contractant doit veiller à ce que la collecte de données suive une approche "Ne-pas-Nuire". En particulier, tout le personnel travaillant pour le compte du contractant doit adhérer aux principes suivants à tous les stades de la mission :

- Respect des coutumes et de la culture locales,
- Comportement responsable lors de l'examen de questions telles que les normes sociales néfastes, la discrimination, les violations des droits de l'homme ou les actes de violence,
- Garantie d'anonymat et de respect de la vie privée pour toutes les personnes interrogées,
- Inclusion de tous les membres de la communauté.

Le programme-cadre met l'égalité des sexes au premier plan et de nombreuses activités de projet visent à transformer la dynamique du pouvoir entre les hommes et les femmes. Par conséquent, le contractant doit veiller à ce que la collecte des données soit effectuée conformément aux normes pertinentes en matière de suivi et d'évaluation tenant compte de la dimension de genre. L'approche qui sera utilisée par le contractant doit être décrite dans l'offre.

Les experts internationaux doivent disposer d'une expertise pertinente en matière de genre et être en mesure de démontrer une expérience substantielle dans la conduite de projets de suivi et d'évaluation tenant compte du genre.

5. Plan de travail / Phases clés du CDM

Le plan de travail suivant est valable pour les deux lots du CDM. Le contractant peut suggérer des ajustements mineurs basés sur des considérations méthodologiques ou logistiques. Cependant, toutes les échéances pour les rapports finaux (tableaux d'indicateurs complétés, projet de rapport et rapport final) doivent être respectées.

Période / Date	Activités / Produits à livrer	Responsabilités
Phase d'appel d'offres et de passation de marchés		
17 octobre 2024	Publication du cahier des charges	horizont3000
10 novembre 2024	Date limite pour les offres	Équipe de consultants (EC)
22 novembre 2024	Sélection des consultants, attribution du contrat et signature	horizont3000
Phase de démarrage		
début de semaine 25 novembre 2024	Atelier de lancement clarification de la mission	horizont3000 & CT
1 st moitié de décembre	Appels d'accueil à distance avec les PO et les bureaux nationaux d'horizont3000	EC, organisations partenaires (OP), bureaux nationaux horizont3000
16 décembre 2024	Date limite pour le rapport de démarrage	EC
20 décembre 2024	Validation du rapport initial	horizont3000
8 janvier 2024	Date limite pour la finalisation du rapport d'évaluation et la réunion d'information avec les coordinateurs de la collecte de données dans le pays.	EC
Phase de terrain		
13 janvier 2024	début de la collecte des données	
Mi-janvier 2024-février 2025	la collecte de données (<i>simultanément dans tous les pays avec des équipes de collecte de données distinctes</i>)	EC, OP
1 st semaine de mars 2025	Ateliers de réflexion par pays	EC, OP, horizont3000 bureaux régionaux et nationaux et responsable et coordination pays
Phase de rapport		

14 mars 2025	Date limite pour les cadres logiques (au niveau de l'OP, du pays et du programme) et le projet de rapport (30 p. max.)	EC
semaine commençant le 17 mars 2025	présentation du rapport final (à distance)	EC, horizont3000
25 mars 2025	Approbation du projet de rapport	horizont3000
1er avril 2025	Date limite pour le rapport final	EC
1 st moitié du mois d'avril 2025	Formation sur le nouvel outil de collecte de données avec les organisations partenaires (hybride)	EC, OP, horizont3000 bureaux de pays et coordination pays

6. Produits à livrer

6.1 Rapport de démarrage

Le rapport de démarrage ne doit pas dépasser 25 pages (annexes non comprises) pour les lots 1 et 2 combinés ou un maximum de 20 pages si le contrat porte sur le lot 1 ou 2 exclusivement. Il doit être rédigé en anglais et doit être conforme à la structure suivante :

Feuille de couverture avec

- logos du contractant, d'horizont3000 et des partenaires de cofinancement
- titre de la CDM (et spécification du lot)
- date de soumission
- noms des auteurs

Table des matières

Liste des acronymes

1. Contexte, finalité et objectifs

2. Conception et approche de l'étude CDM

2.1 Opérationnalisation des indicateurs

2.2 Stratégie d'échantillonnage

2.3 Outils de collecte de données pour chaque projet

2.4 Méthodes d'agrégation et d'analyse des données

2.4 Limites, risques et mesures d'atténuation

3. Assurance qualité et considérations éthiques

4. Plan de travail

5. Les annexes

Exigences formelles :

- cohérence du format (chapitres, titres, numéros de page)
- bonne lisibilité

Une présentation PowerPoint (ou autre)

des résultats et des recommandations initiales pour la boîte à outils de collecte de données.

6.2 Projet de rapport

Le projet de rapport suit la même structure que le rapport final.

Le projet de rapport sera évalué pour vérifier qu'il est complet et sera commenté par horizon3000. Les consultants seront invités à justifier pourquoi ils choisissent ou non d'incorporer (partiellement ou totalement) les commentaires dans le rapport final.

6.3 Rapport final

Le rapport final ne doit pas dépasser 30 pages pour les lots 1 et 2 combinés (sans annexes), ou un maximum de 27 pages s'il est contracté exclusivement pour le lot 1, ou 22 pages s'il est contracté exclusivement pour le lot 2. Il doit être rédigé en anglais et comprendre un résumé exécutif (5 pages maximum). Le rapport doit être structuré comme suit :

Feuille de couverture avec :

- logos du contractant, d'horizon3000 et des partenaires de cofinancement
- Titre de l'étude CDM (et spécification du lot)
- date de soumission
- noms des auteurs

Table des matières

Liste des acronymes

1. Résumé exécutif

2. Introduction

3. Objectifs et champ d'application

4. Conception et approche du CDM

- 4.1 Approche méthodologique et échantillonnage
- 4.2 Outils de collecte et d'analyse des données
- 4.3 Limites, risques et mesures d'atténuation

5. Résumé des résultats (indicateurs) par intervention du programme (Afrique de l'Est et Sénégal)

6. Recommandations

7.1 Recommandations pour le programme

7.2 Recommandations spécifiques pour chaque projet / organisation partenaire

7. Les annexes

8.1 Cadres logiques actualisés pour chaque projet et intervention du programme

8.2 Ensembles de données brutes

8.3 outils de collecte de données (enquêtes, guides d'entretien avec les informateurs clés, etc.)

7. Estimation des jours de travail et des budgets de voyage

Le contractant doit proposer une équipe d'au moins deux experts internationaux chargés de planifier, d'organiser et de fournir les services décrits dans les présents TdR dans leur intégralité. L'un des experts internationaux doit être le chef d'équipe et le principal point de contact pour horizon3000. Les experts internationaux travailleront exclusivement à distance.

En outre, le contractant mettra à disposition un expert local en suivi et évaluation par pays dans lequel les données doivent être collectées, qui supervisera la collecte des données sur place et dirigera l'équipe d'enquêteurs pour chaque pays.

Si horizon3000 et le contractant choisissent l'alternative A pour la collecte des données (voir section 4.4), le contractant est également responsable de l'engagement d'une équipe d'enquêteurs pour chacun des pays dans lesquels les données doivent être collectées. Dans ce cas, le contractant engagera les équipes d'enquêteurs locaux après la réunion de lancement du CDM avec horizon3000, mais au plus tard trois semaines avant le début de la phase de collecte des données.

Le contractant est tenu de démontrer dans son offre sa capacité à recruter des équipes de recenseurs dans tous les pays concernés. Le coût des indemnités journalières des enquêteurs sera calculé sur la base des informations fournies au point 7.2. Les budgets maximaux pour les déplacements pendant la collecte des données sont indiqués au point 7.3. Comme horizon3000 et le contractant décideront entre les alternatives A et B pour la collecte des données dans la phase de démarrage, les indemnités journalières et les frais de déplacement des équipes de recenseurs seront calculés séparément de tous les autres coûts et présentés comme une partie optionnelle de l'offre.

Si horizon3000 et le contractant optent pour l'alternative B de collecte des données, les budgets de voyage indiqués dans la section 7.3 seront réaffectés pour couvrir tous les voyages du personnel de S&E d'horizon3000 et des organisations partenaires pendant la collecte des données. Quelle que soit l'alternative choisie, le bureau régional d'horizon3000 à Kampala et le bureau national au Sénégal aideront le contractant à planifier la logistique de la collecte des données.

7.1 Experts internationaux et locaux

Lot 1 : CDM en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie

Phase	Tâche	Estimation du nombre de jours ouvrables	
		Experts internationaux	Experts locaux/chefs d'équipe de collecte de données
Phase de démarrage	Coup d'envoi, examen des documents et appels de démarrage à distance avec le OP (organisations partenaires)	6,5	4 x 2
	Élaboration, adaptation, validation et mise en œuvre du questionnaire dans la boîte à outils KoBo ; stratégie d'échantillonnage	10	
	Rapport initial (RI), présentation et finalisation du RI, briefing des experts locaux	7,5	4 x 1
Phase de terrain	Formation des recenseurs, ateliers sur place avec le personnel des OP		ETH : 3 UGA : 4 KEN : 2 TZA : 5
	Collecte des données (y compris les jours de voyage)		ETH : 17 UGA : 23,5 KEN : 9 TZA : 25
	Nettoyage des données, soutien et boucles de rétroaction, atelier de réflexion par pays	6	ETH : 3,5 UGA : 4 KEN : 2 TZA : 3,5
Analyse des données	Contrôle de la qualité des données, agrégation, analyse descriptive et remplissage des cadres logiques	5	
Phase de rapport	Élaboration de recommandations, projet de rapport final (RF), présentation et finalisation du RF	9	4 x 1
	Développement d'outils de collecte de données pour les OP, formation à distance du personnel de S&E des OP	10	
Total		53	ETH : 27,5 UGA : 35,5 KEN : 17 TZA : 37,5

Lot 2 : CDM au Sénégal

Phase	Tâche	Estimation du nombre de jours ouvrables	
		Experts internationaux	Experts locaux/chefs d'équipe de collecte de données
Phase de démarrage	Coup d'envoi, examen des documents et appels de démarrage à distance avec le OP	4,5	2
	Élaboration, adaptation, validation et mise en œuvre du questionnaire dans la boîte à outils KoBo ; stratégie d'échantillonnage	6	
	Rapport initial (RI), présentation et finalisation du RI, briefing des experts locaux	5	1
Phase de terrain	Formation des recenseurs, ateliers sur place avec le personnel des OP		5
	Collecte des données (y compris les jours de voyage)		21
	Nettoyage des données, soutien et boucles de rétroaction, atelier de réflexion par pays	2,5	3
Analyse des données	Contrôle de la qualité des données, agrégation, analyse descriptive et remplissage des cadres logiques	2,5	
Phase de rapport	Élaboration de recommandations, projet de rapport final (RF), présentation et finalisation du RF	5	1,5
	Développement d'outils de collecte de données pour les OP, formation à distance du personnel de S&E des OP	4,5	
Total		30	33,5

7.2 Les enquêteurs

Lot 1 : CDM en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie			
pays	Est. # Nombre de jours (formation des enquêteurs, déplacements entre les sites d'intervention et collecte des données)	Nombre suggéré d'enquêteurs	Langues
Éthiopie	18	7-10	Afaan Oromo, Amharic, Hadiya, et Hammer
Ouganda	24,5	6-9	Luganda, Luo et Japadhola/Lugisu/Lusamia ou Kiswahili
Kenya	10	5-7	Kiswahili, Gabra et Borana
Tanzanie	26	4-6	Kiswahili
Lot 2 : CDM au Sénégal			
Sénégal	22	5-7	Wolof, Serere, Pular, Mandingue, Diola

7.3 Frais de déplacement pour la collecte de données

Lot 1 : CDM en Éthiopie, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie

Le budget maximum pour le transport, la nourriture et l'hébergement de toutes les équipes d'enquêteurs, y compris les experts locaux, dans les quatre pays est de 27 000 EUR.

Lot 2 : CDM au Sénégal

Le budget maximum pour le transport, la nourriture et l'hébergement de l'équipe d'enquêteurs, y compris l'expert local, au Sénégal est de 10 000 EUR.

8. Qualifications des consultants

Une société de conseil dont le personnel est basé dans chacun des pays partenaires et qui dispose d'une expertise locale et d'une bonne connaissance de la zone du projet est privilégiée. L'équipe doit être en mesure d'offrir la formation et l'expérience suivantes :

- Le chef d'équipe doit avoir au moins 6 ans d'expérience professionnelle dans la collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives.
- Expérience avérée dans la conception d'enquêtes, la collecte de données et l'analyse des principaux indicateurs de résultats du GEM II.
- Expertise dans les approches sensibles au genre et fondées sur les droits de l'homme et suffisamment équipées en approches participatives
- Maîtrise de l'anglais (lot 1 et 2) et du français (lot 2), la connaissance des langues locales est une valeur ajoutée.

Les membres de l'équipe de consultants ne doivent pas avoir été impliqués dans la conception et/ou la mise en œuvre du programme. Nous proposons un minimum de 2 experts et un maximum de 4 experts internationaux pour cette étude. L'équipe de consultants doit être équilibrée et diversifiée sur le plan du genre.

La composition de l'équipe doit être détaillée et expliquée dans l'offre technique, de même que la répartition des tâches entre tous les membres de l'équipe et la valeur ajoutée de chacun d'entre eux.

9. Exigences pour l'offre

L'offre doit être en anglais et ne doit pas dépasser 10 pages et doit contenir les informations suivantes :

- Nom, adresse, pays de résidence et informations juridiques du contractant
- Offre technique détaillant l'approche globale, les considérations méthodologiques et la stratégie d'échantillonnage préliminaire du contractant pour la mission.
- Un calendrier et un plan de travail
- une description des rôles et de la répartition des tâches au sein de l'équipe d'experts internationaux et locaux
- Offre financière conforme aux spécifications indiquées à la section 7 ci-dessus.

Les CV de tous les experts internationaux et des experts locaux (chefs d'équipe de collecte de données) doivent être fournis en annexe de l'offre ainsi que les politiques/directives pertinentes concernant le fait de ne pas nuire, la protection, le genre, etc.. Les CV et politiques ne sont pas pris en compte dans le nombre maximum de 10 pages du corps de l'offre.

Pour tous les offres, la grille d'évaluation suivante sera appliquée :

- Qualité méthodologique de l'offre technique : 80 %
- Offre financière : 20 %.

L'offre doit être envoyée jusqu'au 10 novembre à alice.bayer@horizont3000.org. horizont3000 se réserve le droit de prolonger le délai si les offres reçues à cette date ne répondent pas aux exigences.

10. Références pertinentes

- Documents d'intervention du programme et de projet unique / Logiques d'intervention telles qu'elles ont été utilisées pour le rapport intermédiaire
- cadres logiques commentés (Afrique de l'Est et Sénégal)
- Échantillon d'études de base réalisées en 2023 comme référence pour les résultats non souhaités / les enseignements tirés
- Analyses de l'égalité des sexes dans les projets
- horizon3000 politique d'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2030